

REPÈRES ÉTRANGERS

(1^{er} OCTOBRE - 31 DÉCEMBRE 1996)

AFRIQUE DU SUD

10 décembre 1996 : **Constitution**. Réuni en assemblée constituante depuis le 24 mai 1994, le Parlement a adopté avec difficulté, après deux recours devant la Cour constitutionnelle, le texte de la nouvelle Constitution qui met définitivement fin à l'Apartheid : elle interdit toute discrimination, protège la liberté d'opinion et d'expression, garantit l'égalité des sexes et maintient l'abolition de la peine de mort (cf. *RE*, 79).

Elle entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1997, à l'exception de certaines dispositions qui ne seront applicables qu'après les élections générales de 1999 (*Le Monde*, 12 décembre 1996).

ALGÉRIE

28 novembre 1996 : **Constitution**. A l'initiative du président Liamine Zéroual, les Algériens adoptent à une très large majorité une nouvelle Constitution, par référendum. Ils mettent ainsi fin à près de cinq années d'incertitudes ins-

titutionnelles, à la suite du coup d'État de janvier 1992 (cf. *RE*, 62), et remplacent la Constitution de 1989 qui avait manifesté une certaine ouverture.

Le préambule de la Constitution consacre l'islam « religion de l'État », crée un haut conseil islamique à caractère consultatif et interdit aux institutions des pratiques « contraires à la morale islamique ». Il reconnaît la notion de parti mais interdit la création de partis sur « une base religieuse, linguistique, raciale, de sexe, corporatiste ou régionale ». Il interdit aux partis de recourir à « l'exploitation à des fins politiques des composantes de l'identité nationale » (islam, arabité, amazighité/berbérité), ainsi qu'à la violence ou à la contrainte.

Cette Constitution établit un régime de type présidentieliste : elle renforce considérablement les pouvoirs du chef de l'État. C'est ainsi qu'il peut légiférer par ordonnance non seulement en situation d'état d'exception mais également en périodes d'intersession parlementaire, au cours desquelles il pourra décider de tout texte sans aucune intervention par-

167

* Université de Poitiers.

lementaire. Il peut aussi promulguer, par ordonnance, la loi de finances si elle n'a pas été adoptée par le Parlement dans un délai de soixante-quinze jours. Il détient également un large pouvoir de nomination de la plupart des responsables de l'appareil d'État, notamment du secrétaire général du gouvernement, du gouverneur de la Banque d'Algérie, des magistrats, des responsables des organes de sécurité, des walis (préfets).

168

Pour être éligible à la présidence de la République, le candidat doit non seulement avoir la nationalité algérienne mais attester aussi de celle de son épouse. Il doit également justifier de sa participation à la révolution de novembre 1954 (début de la guerre d'indépendance contre la France). Pour un candidat né après juillet 1942, il doit prouver la non-implication de ses parents dans des actes hostiles à la révolution.

Le nombre de mandats présidentiels est limité à deux.

L'Assemblée populaire nationale (APN) qui détenait jusqu'alors l'exclusivité de la fonction parlementaire se voit dépouillée d'une partie de ses prérogatives au profit d'une seconde Chambre, dénommée « Conseil de la nation », dont un tiers des membres sont désignés par le chef de l'État et les deux tiers élus au suffrage indirect dans les conseils municipaux et départementaux, actuellement contrôlés par le pouvoir.

Pour qu'un texte de loi soit adopté, il devra, après avoir été voté par les députés, être approuvé à la majorité des trois quarts par cette seconde Chambre.

Les résultats sont contestés par l'opposition. Le PFS de Hocine Aït-Ahmed avait appelé à voter non, le RCD de Saïd Saadi au boycott. Alors que le FIS rejetait le scrutin, le mouvement Hamas ne donnait pas de consigne de vote.

La nouvelle Constitution est promulguée le 7 décembre (*Libération*, 16 octobre, 23-24, 25, 28 au 30 novembre 1996 ; *Le Monde*, 16 octobre, 27, 28, 30 novembre 1996, 1-2, 3 et 10 décembre 1996).

Résultats du référendum
(ministère de l'Intérieur)

| | |
|-----------------------|----------------------|
| Inscrits | 16 434 527 |
| Votants | 13 114 477 |
| Taux de participation | 79,80 % |
| Suffrages exprimés | 12 755 114 |
| Nuls | 359 363 |
| Oui | 10 945 321 (85,81 %) |
| Non | 1 809 793 (14,19 %) |

17 décembre 1996 : **Langue officielle**. Le Conseil national de transition (CNT) adopte « à l'unanimité » une loi imposant l'utilisation de l'arabe dans les relations de l'administration et des partis, les émissions télévisées. L'entrée en vigueur interviendra le 5 juillet 1998 (et en 2000 pour l'enseignement supérieur). Elle vise le français mais aussi le tamazight parlé par les Berbères (*Libération*, 18 décembre 1996 ; *Le Monde*, 19 décembre 1996).

ALLEMAGNE

12 octobre 1996 : **Bundestag**. Le Parlement décide une réduction du nombre des membres du Bundestag qui de 672 passera à 598 en 2002 (*Courrier international*, 17 octobre 1996).

31 octobre 1996 : **Chancelier**. 5 144 jours après son élection, le 1^{er} octobre 1982, à la tête du gouvernement fédéral, le chancelier Helmut Kohl, 66 ans, bat le record de durée dans ces fonctions dans le cadre de la Loi fondamentale de 1949, détenu

jusqu'alors par Konrad Adenauer (15 septembre 1949-15 octobre 1963). S'il se maintient à ce poste jusqu'en 2001, il sera resté au pouvoir plus longtemps que Bismarck (21 mars 1871-18 mars 1890), premier chancelier de l'Empire allemand (*Libération*, 30 octobre 1996 ; *Le Monde*, 30 octobre 1996).

sein de la coalition qu'il domine depuis 1970, il se voit dépassé par son partenaire conservateur (ÖVP). (*Le Monde*, 12, 15 et 18 octobre 1996 ; *Le Figaro*, 11, 12-13, 15 octobre 1996 ; *Libération*, 15 octobre 1996 ; ambassade d'Autriche.)

AUTRICHE

13 octobre 1996 : **Élections européennes**. Une fois de plus les élections européennes profitent aux protestataires. Celles qui se sont déroulées en Autriche – les premières – traduisent une poussée du FPÖ, le Parti de la droite nationaliste, dirigé par le populiste Jörg Haider, qui obtient 27,6 % des suffrages, soit 5,7 de plus qu'aux législatives de 1995, arrivant en tête à Salzbourg, au Tyrol et en Carinthie.

Avec à peine plus de 29 % des suffrages, son plus mauvais résultat depuis 1918, le Parti social démocrate (SPÖ) subit un revers important, puisque, au

ÉTATS-UNIS

5 novembre 1996 : **Élections présidentielles**. Président sortant William (Bill) Jefferson Clinton, 50 ans, est réélu à la présidence des États-Unis avec plus de 50 % des suffrages. C'est le premier démocrate depuis Franklin Roosevelt à être élu pour un second mandat. Il est aussi le plus jeune président réélu. Il l'emporte dans 31 États. Son rival républicain, l'ancien sénateur Robert (Bob) Dole, recueille 42 % des voix et obtient la victoire dans les 19 autres États. Le candidat indépendant Ross Perot n'obtient que 8 % des suffrages contre 19 % en 1992. 19 autres candidats recueillent 1 300 000 voix.

Si le président augmente son score de

169

Élections européennes autrichiennes

| Partis | Voix en % | Sièges obtenus | Par rapport à 1995* |
|--|-----------|----------------|---------------------|
| Parti populiste (ÖVP, conservateurs) | 29,60 | 7 | + 1 |
| Parti social-démocrate (SPÖ) | 29,18 | 6 | + 1 |
| Parti libéral (FPÖ, droite nationaliste) | 27,62 | 6 | + 1 |
| Verts (Grüne) | 6,75 | 1 | = |
| Forum libéral (LIF) | 4,23 | 1 | = |
| | | 21 | |

Taux de participation : 67,1 %.

* A la suite du référendum du 12 juin 1994 (66,4 % de oui), décidant de l'adhésion de l'Autriche à l'Union européenne à compter du 1^{er} janvier 1995, les députés au Parlement européen avaient été désignés par leurs partis respectifs (cf. *RE*, 71).

Élections présidentielles américaines

| Candidats | Votes populaires | | Grands électeurs élus |
|--------------------------|------------------|----|-----------------------|
| | Nombre de voix | % | |
| Bill Clinton (démocrate) | 45 628 667 | 49 | 379 |
| Bob Dole (républicain) | 37 869 435 | 41 | 159 |
| Ross Perot (indépendant) | 7 874 283 | 8 | 0 |

7 points par rapport à l'élection présidentielle de 1992 (cf. *RE*, 65), il devra continuer à cohabiter avec un Congrès dominé par les républicains qui conservent le contrôle des deux Chambres jusqu'aux *mid-term elections* de 1998.

Le taux de participation n'a été que de 49 %, soit le plus faible de toute l'histoire des États-Unis (en 1992, il avait été de 55,9 % ; le taux record a été de 61,8 % en 1984).

5 novembre 1996 : **Congrès**. Le 105^e Congrès restera dominé par les républicains qui avaient conquis la majorité dans les deux Chambres lors des élections de 1994 (cf. *RE*, 74), et ce pour la première fois depuis quarante ans.

| | Chambre des représentants | Sénat (renouvellement du tiers) |
|--------------|---------------------------|---------------------------------|
| Républicains | 227 (- 3) | 55 (+ 2) |
| Démocrates | 207 (+ 3) | 45 (- 2) |
| Indépendants | 1 (=) | |
| <i>Total</i> | 435 | 100 |

Il faut remonter à 1930 pour trouver un congrès républicain dont la majorité est confirmée lors de l'élection générale suivante.

« En reconduisant une majorité républicaine aux deux Chambres du Congrès, qui sera forcée de continuer à collaborer avec un président démocrate, les Américains ont manifesté leur rejet de changements radicaux et leur désir de voir les deux partis travailler ensemble » (Sylvie Kauffmann, *Le Monde*, 7 novembre 1996). *Libération*, 8, 17 octobre, 5 au 8 novembre 1996 ; *Le Monde* 7, 29 et 31 octobre, 5, 7, 8, 10-11, 23 novembre 1996 ; ambassade des États-Unis).

5 novembre 1996 : **Référendums locaux**. Parallèlement aux élections, se sont déroulés 94 référendums locaux, dans environ 20 États.

Ils présentent trois caractéristiques :
– leur nombre est sans précédent depuis le début de la pratique référendaire en 1904 ;

– moins de 49 % des électeurs y ont participé, taux de participation le plus bas depuis 1924 ;

– leurs objets étaient très divers : en Alaska, le droit de chasser le loup à l'aide d'un avion ; en Floride, l'institution d'une taxe sur le sucre pour financer la protection d'un parc naturel ; au Colorado, l'intégration dans la Constitution du droit des parents d'éduquer leurs enfants (rejet) ; en Californie, la fin des traitements préférentiels accordés dans les services publics aux minorités ethniques (*affirmative actions*) (56 % de

oui) ; en Arizona, la légalisation de l'utilisation de la marijuana à des fins médicales (55 % de oui). (*Le Monde*, 7 et 8 novembre 1996.)

FINLANDE

20 octobre 1996 : **Élections européennes.** Les premières élections européennes ont vu la victoire de l'opposition, le Parti centriste, recueillant près du quart des suffrages, n'est guère favorable à l'Union européenne. Les sociaux-démocrates, revenus au pouvoir depuis les élections législatives du 19 mars 1995, reculent de - 7 points (cf. *RE*, 74).

Si l'on ajoute au score des centristes ceux des Verts et des ex-communistes, eux aussi sceptiques vis-à-vis de l'intégration européenne, les « réfractaires » à l'Europe représentent près de 43 % de votants et obtiennent 7 sièges sur les 16 députés finlandais du Parlement

européen (*Libération*, 21 et 22 octobre 1996, *Le Monde*, 20-21 et 22 octobre 1996 ; ambassade de Finlande).

JAPON

20 octobre 1996 : **Élections législatives.** A la suite de la dissolution de la Chambre des représentants le 27 septembre, les nouvelles élections permettent au Parti libéral-démocrate (PLD) de retrouver sa position de parti dominant qu'il occupe depuis 1955 mais qu'il avait perdue lors des élections du 18 juillet 1993 (cf. *RE*, 68).

Le PLD obtient 239 des 500 sièges de la Chambre basse contre 211 à la veille des élections. Avec le ralliement du Parti social-démocrate et du parti Pionnier, il peut espérer détenir la majorité absolue (251 sièges).

Le Nouveau Parti du progrès (NPP), principale formation de l'opposition (anciennement Shinseitō), formé de

171

Élections européennes finlandaises

| Partis | Nombre de voix | % | Sièges |
|---|----------------|------|--------|
| Centre (KESK) | 546 692 | 24,4 | 4 |
| Social-démocrate (SDP) | 482 192 | 21,5 | 4 |
| Coalition nationale (conservateur, KOK) | 452 700 | 20,2 | 4 |
| Ligue de gauche (VAS) (ex PC) | 235 930 | 10,5 | 2 |
| Verts (VIHR) | 170 319 | 7,6 | 1 |
| Populaire suédois (RKP) | 128 820 | 5,7 | 1 |
| Jeune finlandais (NOORS) | 67 491 | 3 | 0 |
| Union chrétienne (SKL) | 63 154 | 2,8 | 0 |
| Autres partis | 97 301 | 4,3 | 0 |
| | | | 16 |

Taux de participation : 60 %.

transfuges du PLD et d'anciens partis centristes.

Les socialistes, quant à eux, connaissent une cuisante défaite en perdant plus de 60 sièges.

Le seul réel vainqueur de ces élections est le Parti communiste qui gagne 11 sièges.

Les élections se caractérisent par un taux d'abstention record (41 %) et l'application du nouveau mode de scrutin mixte (300 sièges au scrutin uninominal à un tour, 200 sièges au sein de 11 blocs régionaux à la représentation proportionnelle) qui n'a apporté aucun véritable bouleversement (*Libération*, 16 au 22 octobre 1996 ; *Le Monde*, 22 octobre ; *Le Figaro*, 21 octobre 1996 ; ambassade du Japon).

feuilles essentiels sont détenus par les « barons » de son parti.

Il manque à ce cabinet minoritaire 12 sièges à la Chambre des représentants et une quarantaine au Sénat.

Le Parti social-démocrate et le parti Pionnier ont décidé d'apporter leur soutien au Premier ministre, sans participer à son gouvernement (*Libération*, 8 novembre 1996 ; *Le Monde*, 8 et 9 novembre 1996).

MADAGASCAR

3 novembre et 29 décembre 1996 : **Élections présidentielles**. A la suite de la destitution du chef de l'État, Albert Zafy, au pouvoir depuis le 10 février 1993 (cf. *RE*, 66) par la Haute Cour constitutionnelle, le 5 septembre 1996, des élections présidentielles se déroulent à Madagascar les 3 et 29 décembre.

A l'issue du premier tour, l'amiral Didier Ratsiraka, 62 ans, au pouvoir de 1975 à 1991, vaincu en 1993, recueille 36 % des suffrages. Il devance M. Albert Zafy qui obtient 23 % des voix. M. Herizo Razafimahaleo, homme d'affaires, arrive en troisième position avec 15 % des suffrages. Onze autres candidats se partagent 21 % des voix. Le taux de participation a été d'environ 60 %.

L'amiral Didier Ratsiraka devait l'emporter au deuxième tour, devant seulement de 40 000 voix Albert Zafy. Après le retour au Bénin du président Kérékou, les anciens dictateurs peuvent survivre à la transition démocratique (*Le Monde*, 4, 8, 10-11 novembre 1996, 29-30 et 31 décembre 1996 ; *Libération*, 2-3, 7 novembre et 28-29 décembre 1996).

172

| Partis | Sièges obtenus | Par rapport à 1993 |
|--|-------------------|--------------------------|
| Parti libéral-démocrate (PLD) | 239 | + 16 |
| Nouveau Parti du progrès (NPP, anciennement Shinseito) | 156 | - 4 |
| Parti démocrate (PD) (nouvelle formation) | 52 | + 52 |
| Parti communiste japonais (PCJ) | 26 | + 11 |
| Parti socialiste japonais (PSJ) | 15 | - 15 |
| Parti Pionnier (Sakigake) | 2 | - 7 |
| Autres partis et indépendants | 10 | |

7 novembre 1996 : **Gouvernement**. M. Ryutaro Hashimoto, leader du PLD, est reconduit dans sa fonction de chef du gouvernement qu'il occupe depuis le 11 janvier 1996. Il constitue un gouvernement « unicolore » dont les porte-

Élections législatives néo-zélandaises

| Partis | Députés de circonscription | | Députés de liste | | Total des sièges obtenus |
|---|----------------------------|-------|------------------|-------|--------------------------|
| | Voix | % | Voix | % | |
| Parti national de Nouvelle-Zélande | 698 920 | 33,90 | 700 687 | 33,82 | 44 |
| Parti travailliste | 640 796 | 31,08 | 584 113 | 28,19 | 37 |
| Nouvelle-Zélande d'abord (New Zealand First) | 278 021 | 13,49 | 276 842 | 13,36 | 17 |
| Alliance | 231 913 | 11,25 | 209 319 | 10,10 | 13 |
| Association des consommateurs et contribuables (ACT) | 77 334 | 3,75 | 126 421 | 6,10 | 8 |
| United New Zealand | 42 666 | 2,07 | 18 243 | 0,88 | 1 |
| Coalition chrétienne | 31 989 | 1,55 | 89 704 | 4,33 | – |

173

NORVÈGE

25 octobre 1996 : **Premier ministre.** A la suite de la démission de M^{me} Gro Harlem Brundtland, qui avait été quatre fois Premier ministre (cf. *RE*, 57 et 68) et était revenue au pouvoir le 3 novembre 1990, son dauphin M. Thorbjørn Jagland, chef du Parti travailliste depuis 1992, est désigné pour lui succéder par le roi Harald V (*Le Monde*, 25 et 27-28 octobre 1996 ; *Le Figaro*, 26-27 octobre 1996 ; *Libération*, 24 et 26-27 octobre 1996).

NOUVELLE-ZÉLANDE

12 octobre 1996 : **Élections législatives.** Ces élections se déroulaient selon de nouvelles modalités électorales : les 120 sièges du Parlement sont répartis à la proportionnelle entre 65 députés de circonscription et 55 députés de liste.

A leur issue, aucune formation n'obtient la majorité absolue. Le Parti national (conservateur), au pouvoir, en

enlève 44. Un nouveau parti, l'Association des consommateurs et des contribuables (ACT), obtient 8 sièges.

A gauche, le Parti travailliste obtient 37 sièges et l'Alliance, une coalition de divers petits partis, 13.

Le parti nationaliste, New Zealand First, en recueille 17 (*Le Monde*, 15 octobre 1996 ; ambassade de Nouvelle-Zélande).

ROUMANIE

3 novembre 1996 : **Élections législatives.** Ces élections sont marquées par l'alternance au pouvoir. Pour la première fois, en Roumanie, depuis la chute de Nicolae Ceausescu, il est mis fin à la domination des ex-communistes sur le pays.

La Convention démocratique d'Emil Constantinescu, alliée à l'Union social-démocrate de l'ancien Premier ministre Petre Roman, dispose désormais de la majorité absolue au Parlement (287 sièges sur 483), de plus les petits partis ultra-

nationalistes sont laminés (*Le Monde*, 3-4, 9 et 19 novembre 1996 ; *Le Figaro*, 5 et 18 novembre 1996).

Ont obtenu :

| Partis | % des suf- frages | Par rapport à 1992 |
|--|-------------------------|--------------------------|
| Convention démocratique (CDR) | 31 | + 10 |
| Parti de la démocratie sociale (PDSR) (ex PC, de Ion Iliescu) | 22 | - 6 |
| Union social-démocrate (UDS) (de l'ancien Premier ministre Petre Roman) | 13 | |
| Union démocratique magyare de Roumanie (UDMR) | 6,7 | |
| Parti de la Grande Roumanie (PRM, Romania Mare) | 4,5 | |
| Parti de l'Union nationale (PUNR) (Gheorghe Funar) | 4,2 | |

3 et 17 novembre 1996 : **Élections présidentielles.** La défaite des ex-communistes est confirmée par les élections présidentielles : au second tour, le chrétien-démocrate Emil Constantinescu, 57 ans, leader de l'opposition libérale,

l'emporte largement sur le président sortant, l'ex-communiste Ion Iliescu, 66 ans, au pouvoir depuis le 20 mai 1990 (cf. *RE*, 55 et 65). (*Le Monde*, 3-4, 9 et 19 novembre 1996 ; *Le Figaro*, 5 et 18 novembre 1996 ; *Libération*, 1, 5, 7, 16 au 19 novembre 1996.)

1^{er} tour

| | |
|---------------------------|------|
| Ion Iliescu (PDSR) | 32 % |
| Emil Constantinescu (CDR) | 28 % |
| Petre Roman (UDS) | 21 % |
| György Frumda (UDMR) | 6 % |

2^e tour

| | |
|---------------------------|--------|
| Emil Constantinescu (CDR) | 52,8 % |
| Ion Iliescu (PDSR) | 47,2 % |

19 novembre et 9 décembre 1996 : **Premier ministre, gouvernement.** M. Victor Ciorbea, 42 ans, maire de Bucarest, membre du Parti national paysan – chrétien-démocrate – pilier de la Convention démocratique (CDR), est désigné au poste de Premier ministre.

Il constitue un gouvernement dominé par les chrétiens-démocrates. L'Union social-démocrate se voit attribuer six portefeuilles, dont celui des affaires étrangères et l'Union démocratique magyare de Roumanie, un (*Le Monde*, 21 novembre et 11 décembre 1996 ; *Le Figaro*, 18 novembre 1996 ; *Libération*, 20 novembre et 7-8 décembre 1996).